



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 14 juin 2012  
Numéro 113

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*La Syrie rejette le terme «guerre civile»... l'Occident le véhicule*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Les violations syriennes des frontières défient le dialogue de Baabda. Le Vatican évoque l'annulation de la visite du pape*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*Les journalistes menacent l'unité de la majorité*

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*Que fait le Hezbollah la nuit?*

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*Occidentaux et Russes entre couac et couteaux tirés*

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

*Al-Hiffa sécurisée, purges dans la campagne de Damas, contrôle quasi-totale de l'armée sur Homs*

Al Hayat (Quotidien saoudien)

*La Syrie au bord de l'effondrement.. et le G20 pour un solution concertée*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Irak: des centaines de morts et de blessés dans 42 attaques. Des forces politiques déterminées à renverser Al-Maliki*

## L'événement

### *La Russie et l'Occident ne parlent plus le même langage sur la Syrie*

Alors que la Russie et l'Occident ne parlent plus du tout le même langage sur la crise syrienne, Moscou et Téhéran affichent une entente remarquable sur ce dossier. Au terme d'entretiens qu'ils ont eus dans la capitale iranienne mercredi, les ministres russe et iranien des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Ali Akbar Salehi, ont estimé que leurs positions sur la Syrie étaient «très proches», notamment sur la nécessité de mettre en œuvre le plan de l'émissaire international Kofi Annan, que l'Occident veut enterrer.

M. Lavrov a par ailleurs qualifié de «provocation» l'exigence d'une partie de la communauté internationale adressée à la Russie pour qu'elle fasse pression sur les autorités syriennes pour un cessez-le-feu unilatéral. «A l'heure actuelle, le plan n'est pas appliqué, et une certaine accalmie qui a suivi l'annonce d'une trêve en avril dernier est à présent compromise par des tentatives incessantes de provoquer la violence», a déploré le chef de la diplomatie russe.

M. Lavrov a précisé que 15 pays, qu'il n'a pas nommés, avaient déjà accepté de participer à la conférence internationale que Moscou a décidé de réunir pour tenter de faire appliquer le plan Annan. La Russie souhaite que cette conférence rassemble les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu, les pays de la Ligue arabe et les voisins de la Syrie, dont l'Iran, qui est en mesure «d'exercer des pressions constructives sur Damas», selon Moscou.

Le profond désaccord russo-américain sur la Syrie s'est illustré hier par un incident diplomatique lorsque des propos attribués à M. Lavrov, traduits du russe vers l'anglais et le farsi, accusent les États-Unis d'armer les rebelles syriens.

Washington a très vite exprimé son mécontentement, démentant ces accusations. Une source russe a ensuite parlé d'une «erreur de traduction en farsi», précisant que M. Lavrov souligne uniquement que les États-Unis livrent des armements «dans des pays de la région». «Nous ne livrons ni en Syrie ni ailleurs de choses qui soient utilisées dans la lutte contre des manifestants pacifiques, contrairement aux États-Unis qui livrent régulièrement dans des pays de la région de tels équipements spéciaux», a déclaré M. Lavrov, selon le texte fourni par le ministère russe. «Une telle livraison a notamment eu lieu récemment dans un des pays du Golfe. Mais les Américains estiment que c'est normal».

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton avait déjà exprimé l'inquiétude des États-Unis sur «l'envoi d'hélicoptères d'attaque vers la Syrie depuis la Russie, ce qui va provoquer une intensification assez dramatique du conflit». Des sources russes ont nié avoir livré de nouveaux appareils, affirmant qu'il s'agissait d'hélicoptères syriens renvoyés en Russie pour réparation.

Mme Clinton a haussé le ton, appelant Moscou à cesser de livrer des armes à Damas, ce qui aurait de graves conséquences sur les intérêts de la Russie au Moyen-Orient. Elle a averti que la «spirale» de la violence entraînait la Syrie tout droit vers la «guerre civile».

Le terme de guerre civile est d'ailleurs de plus en plus utilisé par l'Occident pour décrire la situation en Syrie, alors que Damas a affirmé que l'armée luttait simplement contre le terrorisme.

## An Nahar

*Sarkis Naoum, journaliste libanais proche du 14-Mars*

L'accord entre le Hezbollah, Amal et le Courant patriotique libre sur certaines questions litigieuses, approuvées en Conseil des ministres la semaine dernière, puis la reprise du dialogue national au palais présidentiel, constituent des messages adressés à tous, notamment à l'opposition, que le gouvernement et son chef restent en place et qu'il n'y aura pas de changement ministériel sans l'approbation du 8-Mars et de son leader, le Hezbollah. La question qui se pose actuellement est celle de savoir si le Hezbollah est disposé à envisager un changement de gouvernement, sous quelles conditions et dans quelles circonstances?

Le Hezbollah ne laisse rien au hasard. Dans ce contexte, on peut évoquer deux rencontres qui ont regroupé un haut responsable du Hezbollah, où l'un de ses proches, avec le député de Beyrouth Tammam Salam, au domicile de son ami l'avocat Saëb Matragi. Des sources informées ont indiqué que l'entretien était une sorte d'exploration des développements régionaux à la lumière de la visite du président Michel Sleiman en Arabie et sa rencontre avec le roi Abdallah. La discussion a également porté sur la situation gouvernementale. Lors de la rencontre, M. Salam a défendu Saad Hariri qui a « beaucoup donné au Hezbollah, bien plus que Najib Mikati », et qui a été victime d'« un coup de force qui l'a écarté du pouvoir. » Le responsable du Hezbollah a répondu que M. Hariri ou certains membres de son entourage, étaient impliqués dans un projet contre le parti. Le Hezbollah, a ajouté la même source, appuie le dialogue national et fera tout son possible pour éviter une confrontation sunnite-chiite. Il a révélé que le commandement du parti a prévenu les familles des pèlerins otages en Syrie qu'elles doivent se préparer à les considérer comme des martyrs, si cela aidait à éviter la discorde confessionnelle.

M. Salam a indiqué qu'il était avec les armes de la Résistance au Liban-Sud et contre ces armes à l'intérieur, même si elles portent le nom de « Résistance ». Concernant la situation gouvernementale, l'accent a été mis sur la nécessité de former un gouvernement ayant une mission bien définie, celle d'organiser les prochaines législatives. Ses membres ne seraient pas candidats et il est préférable qu'ils soient technocrates, ou ayant une faible coloration politique. La préparation des élections pourrait commencer six ou dix mois avant le scrutin. M. Salam a indiqué qu'il préférerait un consensus autour de la loi électorale.

Il est évident que le Hezbollah n'a pas officiellement proposé à Salam de présider un tel gouvernement. Il s'est contenté de recueillir son avis. Mais le député de Beyrouth a insisté sur le fait qu'il ne pouvait pas sortir de son environnement ou de sa communauté, même pour la présidence du Conseil. Il souhaite au préalable obtenir le soutien du Courant du futur.

Cette rencontre, dont la teneur a sciemment été communiquée, constitue un message à Mikati pour lui faire comprendre que son remplaçant existe, et à Saad Hariri, pour lui dire qu'une personnalité Beyrouthine est prête à récupérer le leadership dans la capitale.

## Al Akhbar

Fadi Karam a été choisi par le chef des Forces libanaises comme candidat du parti à l'élection partielle pour pourvoir au poste laissé vacant dans le Koura par la mort du député Farid Habib. Le choix de Samir Geagea n'est pas apprécié par tous les milieux des FL, qui auraient préféré un autre candidat.

Les forces du 8-Mars, notamment le Courant patriotique libre et le Courant des Marada, n'ont pas encore fait leur choix. Elles attendent la décision du Parti syrien national social (PSNS), qui est historiquement le parti le plus puissant dans cette région. Les pronostics indiquent que le choix du PSNS se portera sur Ghassan Rizk, un riche homme d'affaires, membre du Parti depuis longtemps, capable de financer la bataille et de créer autour de lui une bonne dynamique.

## ILS ONT DIT...

**Moshé Yaalon, vice-Premier ministre israélien**

**“ En aucune circonstance, Israël n'acceptera d'avoir le couteau sous la gorge (...) si le choix doit se faire entre la bombe iranienne ou le bombardement israélien, de mon point de vue mieux vaut le bombardement. Si l'Iran n'est pas stoppé, ce pays disposera d'ici un an de suffisamment d'uranium enrichi pour produire sept à huit bombes atomiques et sera en mesure de produire une bombe sale, une arme plus primitive, en moins de six mois. Si les pressions diplomatiques ou économiques sur l'Iran ne sont pas durcies et s'il n'y a pas d'autres développements positifs, le moment de vérité va bientôt arriver.**

**Rifaat Eid, responsable politique du Parti arabe démocratique (8-Mars)**

**“ La situation au Liban-Nord est au bord du gouffre. Les enlèvements qui ont eu lieu à Akkar dernièrement constituent un développement dangereux. Des services de sécurité influents à Tripoli empêchent le déploiement de l'Armée autour de Jabal Mohsen. Des armes lourdes, dont des lance-roquettes, ont été introduites récemment à Tripoli. J'ai mis ces informations à la disposition du Premier ministre Najib Mikati et du commandement de l'armée.**

**Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères**

**“ Je rappelle que le plan Annan, c'est notamment l'arrêt des violences, le retrait de l'armée des villes, l'acheminement de l'aide humanitaire, c'est-à-dire tout ce qui rendra possible l'amorce de la transition politique en Syrie et donc le départ de Bachar el-Assad. Lorsque massivement des groupes appartenant à un même peuple se déchirent et s'entretuent, si on n'appelle pas cela une guerre civile, alors on ne peut pas qualifier ce qui se passe.**

## Une hotline pour la diaspora libanaise

Le quotidien *As Safir* rapporte dans son édition de jeudi que le ministère des Affaires étrangères a prévu de mettre bientôt en service une hotline destinée aux expatriés libanais où qu'ils se trouvent. Cette ligne téléphonique, disponible 24/24, sera mise à la disposition des expatriés en cas d'urgence s'ils ont besoin de l'intervention de l'Etat. Cette décision intervient alors que la Libanaise Helen Assaf, interprète de la Cour pénale internationale (CPI), est détenue en Libye depuis plusieurs jours dans la région de Zenten par des ex-rebelles. Arrêtée avec une avocate australienne de la CCPI et deux autres étrangers, elle serait accusée d'espionnage.

## Damas: Attentat non loin de Sayyeda Zeinab

Une voiture piégée a explosé jeudi matin non loin de Sayyeda Zeinab, lieu de pèlerinage chiite près de Damas, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH, opposition). Des centaines de milliers de pèlerins chiites, notamment Iraniens et Libanais, se rendent chaque année en pèlerinage au mausolée de Zeinab, sœur de l'imam Hussein vénéré par les musulmans chiites, au sud de Damas.

## TSL: Débat de compétence

La chambre de première instance du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a tenu ce jeudi une deuxième audience sur la compétence du TSL et la légalité de sa création. Le représentant des victimes devait intervenir aujourd'hui, pour la première fois depuis la création de cette instance juridique. Hier, c'était au tour de l'accusation et de la défense de présenter leurs arguments sur la compétence et la légalité du TSL devant la chambre de première instance, appelée à se prononcer à l'issue de cet échange juridique.

## As Safir

*Ammar Nehmé, spécialiste des mouvements islamistes*

Le printemps arabe a provoqué des changements historiques dans la région qui ont, en même temps, entraîné une montée des sentiments sectaires jamais observés depuis des siècles. Alors que par le passé les Etats-Unis étaient accusés d'exacerber les dissensions confessionnelles dans le monde arabe, les «auxiliaires de l'Amérique» dans la région sont devenus le fer de lance contre ce qu'ils appellent la «menace iranienne», considérée comme plus dangereuse que la «menace israélienne». La «menace iranienne» ne se limite pas à Téhéran mais comprend Nouri al-Maliki en Irak, sayyed Hassan Nasrallah au Liban, Khaled Machaal en Palestine et Bachar al-Assad en Syrie. Ainsi, les efforts des Arabes dits «modérés», visant à saper tout une alliance politique, militaire et économiques, qui constitue un réel danger pour Israël, deviennent plus pernicieux que ceux déployés par les Etats-Unis.

Ces pays sont incapables d'engager un affrontement militaire direct avec cette alliance. Ils n'ont d'autres moyens, pour contrer l'Iran, que d'exacerber les tensions sectaires et de l'accuser d'être un Etat «perse» et «chiite». Nous sommes devant une copie conforme des accusations lancées contre Jamal Abdel Nasser, taxé, au début des années soixante, d'être «le fer de lance du communisme athée dans la région arabe». Ce discours contribue à renforcer la présence et l'influence des courants takfiristes dans certains pays, dont le Liban et la Syrie. Ce qui amplifie les craintes d'une réédition du scénario irakien, jusqu'à la destruction de l'Etat syrien, mettant en danger la sécurité de la région entière. De tels propos créent un terreau favorable à la résurgence d'Al-Qaïda après les coups sévères qui lui ont été assénés ces dernières années. Les Etats-Unis ne semblent pas enthousiastes à l'idée d'aller jusqu'au bout dans la bataille visant à renverser le régime syrien, tandis que la priorité de certains de leurs alliés du Golfe et la Turquie est de s'engager sérieusement dans un projet destiné à exacerber les dissensions sectaires, en commençant par la scène syrienne.

C'est dans ce contexte que des efforts sérieux sont déployés pour un rapprochement sunnite-chiite, notamment sur l'axe Téhéran-Le Caire. Ce n'est pas la première fois que des émissaires iraniens se rendent à Al-Azhar, haute autorité de référence dans le monde musulman. De plus, l'islam égyptien, ouvert et modéré, est différent de l'«islam wahhabite». Aussi, le dialogue entre les communautés musulmanes est plus facile entre Téhéran et Le Caire qu'entre l'Iran et d'autres courants qui alimentent l'extrémisme et sèment la division. Le peuple égyptien est par nature favorable à un tel rapprochement et voue à la famille du prophète (Ahl al-Beit) un grand respect. Les efforts visant à éviter la fitna ont enregistré ces derniers temps des avancées sérieuses. Un congrès pour le dialogue inter-musulman sera organisé prochainement à Alexandrie, en présence de personnalités sunnites et chiites, officielles et partisans, du monde arabo-musulman.

## Reuters (Agence de presse britannique)

Des combattants et des personnalités opposantes au président syrien Bachar al-Assad ont indiqué que des milliers d'obus et des centaines de fusils à haute précision, ainsi que des roquettes antichars, ont été introduits ces dernières semaines en Syrie via les frontières turque, libanaise et irakienne. Ces sources affirment que la plupart de ces armes ont été fournies par des intermédiaires en Arabie saoudite et au Qatar. Les opposants armés s'apprêtent à intensifier leur lutte contre les troupes syriennes après avoir récemment reçu ce nouvel armement transporté dans des camions et à dos de mules.

Les combattants de l'opposition affirment avoir mis à profit le fragile cessez-le-feu pour se réorganiser face à l'armée syrienne, même s'ils reconnaissent que ces armes ne suffisent pas à renverser le régime. Des rebelles d'Idlib affirment que cet armement ne couvre pas tous leurs besoins, car des milliers de soldats attendent en Turquie l'arrivée de nouvelles armes. Un autre insurgé, qui a requis l'anonymat, indique que le QG de l'Armée syrienne libre se trouve désormais à Idlib, qui est pratiquement une «zone tampon». «Le régime ne peut pas contrôler la région et il utilise des hélicoptères car il a subi d'importantes pertes ces derniers temps», dit-il.